



CICR Tunis - Décembre 2016

# BULLETIN

## DELEGATION REGIONALE DU CICR A TUNIS

Les principales activités de la délégation régionale de Tunis sont les visites aux détenus en Tunisie, la réponse aux conséquences humanitaires du conflit au Sahara occidental, le rétablissement du contact entre les membres de familles dispersées et la promotion du droit international humanitaire.

### EDITORIAL

Dans le cadre de l'enquête « Les voix de la guerre », plus de 17 000 personnes de 16 pays ont été interrogées entre juin et septembre 2016 sur une série de thèmes liés à la guerre. Si certains résultats se sont révélés encourageants, d'autres sont plus alarmants. Parmi les pays concernés plusieurs connaissent actuellement un conflit armé.

Les personnes vivant dans des pays en proie à un conflit ont foi dans le droit ; près de la moitié de celles qui ont participé à l'enquête restent convaincues que les Conventions de Genève permettent de limiter les horreurs de la guerre. Plus des deux tiers de l'ensemble des sondés estiment qu'il demeure important d'imposer des limites à la guerre.

Cependant, au cours des 20 dernières années, il y a eu un basculement de l'opinion

publique sur la question de la torture. Si les deux tiers des personnes interrogées en 2016 la désapprouvent, elles sont moins nombreuses qu'en 1999 à estimer qu'un combattant ennemi ne doit pas y être soumis. En outre, le pourcentage de réponses « Ne sait pas » ou « Préfère ne pas répondre » a sensiblement augmenté.

Ce bulletin revient sur cette enquête, notamment la pertinence du droit international humanitaire.

Le concours national de plaidoirie en droit international humanitaire est désormais une tradition bien installée, c'est ainsi que la 3ème édition de ce concours s'est tenue au mois de décembre et a vu se confronter quatre Facultés de droit tunisiennes. Héla Boujnah , l'une des finalistes qui s'est distinguée par son plaidoyer lors de la finale, nous livre ses impressions.

Une formation sur «le traitement des blessures en situations d'urgence», communément appelée ERTC, a été organisée pour la première fois par le Ministère de la défense avec le soutien du CICR. Ce bulletin contient des détails sur

cette nouvelle expérience qui devrait être reprogrammée chaque année.

La délégation régionale du CICR a été affectée , en ce début d'année 2017, par le décès d'une grande figure de l'humanitaire en Tunisie, le Dr Cheniti, Secrétaire général du Croissant-Rouge tunisien, a tiré sa révérence après plus de 50 ans au service de la cause humanitaire. Ce bulletin est l'occasion de lui rendre un dernier hommage...

Délégation Régionale du CICR à Tunis



CICR



Bym Assal/CICR

Tunis - décembre 2016 - Les deux équipes finalistes s'affrontent devant la CPI

# HÉLA BOUJNAH, GRAINE DE PLAIDEUR

**Interview de Héla Boujnah, meilleur plaideur du concours national de plaidoirie en droit international Humanitaire**

*Héla, vous avez remporté le trophée du meilleur plaideur lors du concours national de plaidoirie en droit international humanitaire, comment avez-vous vécu cette expérience ?*

Cette expérience a été fort intéressante tant à l'échelle individuelle que collective. De plus, elle m'a apporté beaucoup de satisfaction personnelle. Elle m'a permis de développer mes connaissances sur un ensemble de règles, mais surtout d'avoir une expérience pratique grâce aux différentes épreuves du concours.

*Vous avez passé plusieurs épreuves et joué différents rôles lors de ce concours, quelle épreuve vous a le plus marquée ?*

La dernière épreuve, celle de la plaidoirie devant la Cour pénale internationale m'a vraiment bouleversée. En tant qu'activiste des droits humains, c'est la première fois que je me retrouve dans la position de défendre une personne accusée de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. Le jury était très attentif et il fallait trouver les arguments et entrer dans la peau d'une avocate de la défense. Cette simulation coïncidait avec la célébration de la déclaration universelle des droits de l'Homme, le 10 décembre 2016,

et cela m'a rappelée que, finalement, face aux atrocités commises à l'encontre des humains, le plus dur est d'arriver à soulager la souffrance des victimes, comprendre les circonstances et garantir un procès équitable malgré les exactions commises.

*Quel conseil donneriez-vous aux futures équipes qui participeront à cette compétition ?*

Le travail synchronisé du groupe est primordial, l'important n'est pas la perfection en tant qu'individu mais l'harmonie au niveau du groupe, l'assimilation des informations relatives au droit international humanitaire et au CICR, la préparation des simulations et la confiance en soi et en son équipe.

*Penses-tu que le droit international humanitaire est toujours pertinent, lorsqu'on voit ce qu'il se passe dans les conflits armés de nos jours ?*

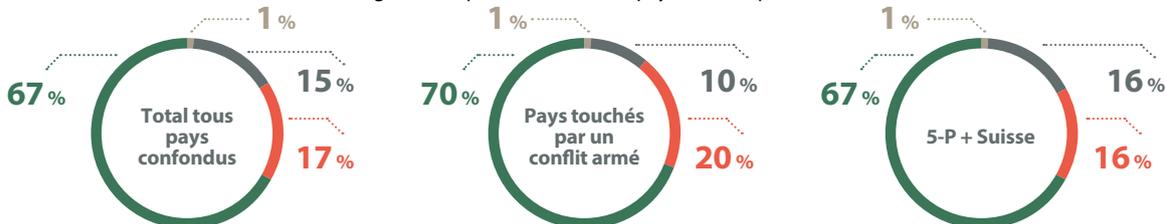
Malgré l'existence du droit international humanitaire, la prolifération des règles du droit et de ses instruments, les conflits se font de plus en plus complexes et déshumanisés. Le droit international humanitaire reste un corpus de règles qui vise à protéger les victimes des affres de la guerre, mais son respect et son application dépendent principalement des États et des parties au conflit.

## LES VOIX DE LA GUERRE

Entre juin et septembre 2016, plus de 17 000 personnes de 16 pays différents ont été interrogées sur une série de thèmes liés à la guerre. L'étude a été menée par WIN Gallup International et ses partenaires dans chacun des pays concernés. Certaines des questions posées dans le cadre de l'enquête sont reproduites dans les pages suivantes, accompagnées des résultats correspondants présentés sous forme de graphiques. Plusieurs de ces questions ayant déjà fait partie de la première enquête « Les voix de la guerre » conduite en 1999, un comparatif des réponses obtenues à près de 20 ans d'intervalle a également été effectué.

**Les Conventions de Genève de 1949 ont été adoptées juste après la Seconde Guerre mondiale, il y a près de 70 ans. La guerre aujourd'hui est très différente. Est-ce que cela a encore un sens selon vous d'imposer des limites à la guerre ?**

Au total, plus des deux tiers des personnes interrogées estiment qu'il est encore pertinent d'imposer des limites à la guerre. Le pourcentage d'avis favorables est légèrement plus élevé dans les pays touchés par un conflit armé.



■ Oui ■ Non ■ Ne sait pas ■ Préfère ne pas répondre

<sup>2</sup> Cette question n'a été posée qu'aux personnes qui avaient déclaré avoir au moins entendu parler du droit international humanitaire et des Conventions de Genève (soit 67% de l'ensemble des sondés).



Rym Assal/CICR

Hôpital Militaire de Tunis - Octobre 2016 - Une équipe de médecins s'exerce sur un cas pratique

## TRAITEMENT DES BLESSURES EN SITUATION D'URGENCE

### UNE PREMIÈRE FORMATION POUR LES MÉDECINS MILITAIRES

Une vingtaine de médecins tunisiens dont des médecins anesthésistes et réanimateurs, des urgentistes, des spécialistes en traumatologie et des membres du SAMU militaire ont participé, en octobre 2016, à la première formation sur le traitement des blessures en situation d'urgence organisée par le Ministère de la défense avec le soutien du CICR.

L'objectif principal de ce cours est de former le personnel médical afin d'anticiper, de reconnaître et de traiter les urgences vitales.

« Dans toute urgence, la première étape du traitement consiste à s'assurer que les voies respiratoires du patient sont dégagées, à rétablir l'automatisme respiratoire et à préserver la circulation de l'oxygène dans le corps », a déclaré le docteur Ali Touati, chirurgien au CICR. « La nature des blessures peut varier, mais l'approche reste la même. La définition des priorités lors d'un afflux de blessés et le triage sont également des aspects importants qui sont abordés durant le cours », a-t-il ajouté.

Le cours s'articule autour de concepts théoriques et d'exercices pratiques. Lors de ces derniers, les participants simulent le traitement de blessures au niveau des membres, de la tête et de la colonne vertébrale, des cas qu'ils peuvent être amenés à traiter dans la réalité. Ils apprennent à repérer les patients gravement atteints nécessitant une intervention immédiate.

« Cette session de formation en traumatologie s'inscrit dans le cadre des préparatifs de notre personnel de santé aux situations de conflits non conventionnels et constitue un nouveau domaine de coopération avec le CICR », s'est félicité le docteur Mondher Yedeas, Directeur général de la santé militaire tunisienne.

Le CICR a créé ce cours en 2004 pour fournir des connaissances de base et des compétences pratiques dans la prise en charge des patients présentant des traumatismes aux médecins qui travaillent dans les urgences.

## TOUS AUX ABRIS !

Plus de 800 familles se rendent quotidiennement à la prison civile de Mornaguia pour visiter leurs proches détenus ou tout simplement leur remettre « le couffin » contenant des denrées alimentaires. Ces familles viennent souvent de loin et ont déjà parcouru des dizaines, voire des centaines de kilomètres avant d'arriver à la prison.

Bien qu'étant la plus grande prison en Tunisie, la prison de Mornaguia manque d'espace pour gérer ce flux incessant de personnes, qui doivent passer par des contrôles de sécurité préalables et les formalités administratives de mise, avant de pouvoir se rendre à l'intérieur de la prison. Souvent, des goulots d'étranglement se créent lors de ces visites, obligeant les familles à attendre pendant des heures. Cette attente est d'autant plus pénible qu'elle se fait dans un espace découvert où les familles sont exposées au froid en hiver et à l'étouffante chaleur de l'été. Et c'est pour répondre à ce besoin que la Délégation régionale du CICR à Tunis a construit des abris pour couvrir un espace total de 600 m<sup>2</sup> allégeant, un tant soit peu, l'attente des familles de détenus et améliorant le climat ambiant dans la prison en facilitant la fluidité du mouvement.



Faten Mirad/CICR

La prison de Mornaguia 2016 - Le CICR a construit des abris pour les familles des détenus

## FAITS ET CHIFFRES

### Visites aux détenus

De juillet à décembre 2016, les délégués CICR ont conduit 23 visites dans 14 lieux de détention différents regroupant une population carcérale de près de 14'500 détenus dont 283 ont été suivis individuellement

### Rétablissement des liens familiaux

- Pendant le deuxième semestre 2016, 175 appels téléphoniques ont été offerts pour les migrants aux centres d'accueil provisoires au sud du pays.
- 201 Messages Croix-Rouge (MCR) ont été échangés entre les détenus et leurs familles et 19 messages oraux (salamat) ont été transmis aux familles par téléphone via le CICR.
- Huit MCR et salamat ont fait l'objet d'échange entre les familles tunisiennes et leurs proches détenus à l'étranger.

# ADIEU SI TAHER...



**Disparition du Dr Cheniti : le CICR perd un ami particulièrement attachant et l'une des grandes figures de l'action humanitaire de la région.**

C'est avec une grande tristesse et une vive émotion que nous avons appris la disparition soudaine du Dr Cheniti.

Sa mort qui nous a pris par surprise nous plonge dans une profonde tristesse. Nous saluons un homme au tempérament chaleureux, généreux et passionné par

l'action humanitaire.

Présent depuis plus de 50 ans à tous les grands rendez-vous de la vie du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qu'il a enrichie de son rayonnement et de sa sensibilité. Ces dernières années, il en était devenu un sage qui forçait le respect de tous.

Guidé par les Principes fondamentaux de notre Mouvement, il a consacré toute l'étendue de ses talents et la force exceptionnelle de ses convictions au Croissant-Rouge tunisien (CRT).

Avec sa disparition, le Mouvement humanitaire perd un grand serviteur, le CICR un ami fidèle et dévoué et les volontaires du CRT un chef de file convaincu et intransigeant.

Nous présentons à sa famille et à ses proches notre sympathie et notre solidarité.

## DROITS DE L'HOMME ET PRATIQUE POLICIÈRE : LA FORMATION CONTINUE

Dans le cadre de la coopération avec le Ministère de l'intérieur, le CICR poursuit depuis 2012 son programme de formation des formateurs en matière de respect des droits de l'homme dans la pratique policière.

Une vingtaine d'officiers de la police et de la garde nationale, notamment des responsables de la police judiciaire et de la brigade antiterroriste, ont pu bénéficier, en novembre 2016, d'une formation de formateurs dans le domaine du respect des droits de l'homme.

Cette formation, qui a eu lieu au centre national de formation continue pour les forces de sécurité à Byrsa, a permis aux officiers de discuter de situations pratiques et des difficultés rencontrées dans l'application de la loi, notamment dans le

cadre du maintien de l'ordre et les nouvelles dispositions issues de la réforme du Code de procédures pénales, entrées en vigueur le 1er juin 2016.

Le Ministère de l'intérieur et le CICR ont convenu d'un programme de formation ambitieux pour l'année 2017 qui s'oriente vers la décentralisation de la formation destinée aux officiers exerçant à l'intérieur du pays.

Le CICR soutient activement ce projet des autorités tunisiennes, qui rentre dans un cadre plus global, celui de la réforme du secteur sécuritaire. Il offre son expertise internationale dans ce domaine afin de contribuer à l'instauration de la culture des droits de l'homme dans la relation entre la police et le citoyen.

## LE CICR DANS LE MONDE

### EVACUATION DE QUELQUE 35 000 PERSONNES À ALEP-EST

*Quelque 35 000 personnes ont été évacuées, fin décembre 2016, vers des zones rurales voisines par le Croissant-Rouge arabe syrien et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Parmi elles, une centaine de patients gravement blessés ou malades.*

« Notre priorité était non seulement d'aider les plus vulnérables, mais aussi de nous assurer que les civils quittaient la ville de leur plein gré, explique Marianne Gasser, chef de la délégation du CICR, à Alep. Ces communautés vivaient dans des quartiers qui ont été complètement dévastés par la violence, et les familles se débattaient depuis des mois pour trouver un peu de sécurité, de la nourriture, des soins de santé ou un abri convenable. Elles cherchaient à partir à tout prix, même si la situation était extrêmement difficile et confuse. »

Avec des températures inférieures à zéro, les gens se sont mis à brûler tout ce qu'ils pouvaient trouver – couvertures, habits – pour se réchauffer et réchauffer leurs enfants en attendant d'être évacués. Plus d'une centaine de volontaires du Croissant-Rouge arabe syrien et de collaborateurs du CICR sont restés à leurs côtés jour et nuit toute la semaine pour garantir leur sécurité, leur apporter un soutien et les rassurer autant que possible.

L'opération d'évacuation a été suspendue à plusieurs reprises en raison des négociations en cours entre les différentes parties en présence. Elle était couplée à une autre opération d'évacuation menée en parallèle dans les localités assiégées de Foua et Kefraya, dans la province d'Idlib, où plus de 1 200 personnes, en majorité des femmes, des enfants et des personnes âgées, ont été évacuées dans la direction opposée et provisoirement transférées à Alep par le Croissant-Rouge et le CICR.

« Les civils qui, comme ces milliers de familles d'Alep, de Foua et de Kefraya, choisissent de partir devront pouvoir retourner chez eux s'ils le souhaitent. » indique Mme Gasser.



Alep-Est, Novembre 2016 . Le CICR et le Croissant-Rouge évaluent les conditions dans lesquelles vivront les personnes qui décideraient de revenir



Comité international de la Croix-Rouge  
Délégation régionale de Tunis  
Rue du Lac de Constance - Galerie du Lac - Bloc "A"  
Les Berges du Lac 1053 Tunis  
T +216 71 960 179 F +216 71 960 156  
E-mail: tun\_tunis@icrc.org www.icrc.org

Bureau de Tindouf  
97, Cité Emir Abdel Kader  
Tindouf Algérie  
T / F + 213 493 711 58